

HYDROLOGIE

OBSERVATIONS PLUVIOMÉTRIQUES EN FRANCE (*)

Les commissions météorologiques, dont le rôle devrait être si important, ne se développent pas aussi rapidement qu'il serait nécessaire, malgré les efforts incessants du bureau central. A côté des départements que l'on peut citer comme modèles, tels que : l'Aube, les Bouches-du-Rhône, les Pyrénées-Orientales, il en reste encore quelques-uns où les commissions n'ont pas encore été organisées, comme l'Aisne, les Basses-Alpes, le Var ; dans d'autres, notamment les Hautes-Alpes, la commission a suspendu ses travaux. La première conséquence de ces lacunes est que l'étude des pluies qui présente cependant, à titres divers, un si grand intérêt pratique, reste impossible dans certaines régions. Le bureau central météorologique, qui peut fournir aux commissions les pluviomètres dont elles ont besoin, ne possède pas les ressources nécessaires pour les subventionner pécuniairement. C'est aux conseils généraux que ce soin incombe, et il est permis de regretter que, dans certains départements, on ne puisse trouver quelques centaines de francs pour assurer un service dont l'utilité pratique est évidente, même au point de vue purement local.

M. le ministre de l'instruction publique a bien voulu autoriser le bureau à décerner, en 1909, 91 médailles et a mis à notre disposition 10 volumes pour récompenser les instituteurs les plus méritants parmi ceux qui nous transmettent des observations. Pour la première fois cette année, le bureau a distribué, à titre de remerciement et d'encouragement, 330 diplômes à des observateurs qui ne pouvaient encore être proposés utilement pour une médaille.

Enfin, l'Association française pour l'Avancement des Sciences a bien voulu mettre à notre disposition 20 médailles de vermeil pour les capitaines des navires dont les journaux de bord sont les mieux tenus.

.....

Au point de vue des applications et de la pratique, aucun phénomène n'est plus important que la pluie. De nombreuses observations pluviométriques sont indispensables pour résoudre les problèmes que soulève l'étude des inondations, aussi bien des circonstances très complexes qui les produisent que des moyens que l'on propose pour les prévenir ou pour en restreindre la violence. En dehors des phénomènes exceptionnels, les irrigations, l'alimentation des villes en eau potable, l'utilisation des forces hydrauliques naturelles qui fait chaque jour de si grands progrès, reposent sur la connaissance précise et détaillée de la pluie. Les besoins de la science météorologique se rencontrent, sur ce point, avec ceux de l'hygiène, de l'agriculture et de l'industrie.

Pour répondre à ces besoins, les stations pluviométriques ne seront jamais trop nombreuses, car nul phénomène n'est aussi variable que la pluie dans le temps et dans l'espace. Alors qu'en janvier dernier, la moitié nord de la France était sous l'eau, le Midi souffrait d'une sécheresse qui, prolongée quelques temps encore, serait devenue désastreuse. Les pluies orageuses de l'été présentent parfois des différences de même ordre à quelques kilomètres de distance. C'est donc avant tout l'étude de la pluie et des orages que nous recommandons aux commissions météorologiques ; c'est sur ce point

qu'il convient de concentrer tous les efforts, car il reste bien des progrès à accomplir.

Nous possédons actuellement en France un peu plus de 2.000 stations pluviométriques ; ce nombre, qui paraît grand tout d'abord, est en réalité tout à fait insuffisant. En Angleterre où la diversité des régimes pluviométriques est bien moindre que chez nous, l'observation de la pluie, organisée par l'initiative privée, se fait dans plus de 3.000 stations ; c'est donc 5.000 qu'il en faudrait en France, en tenant compte des surfaces relatives des deux pays pour avoir un réseau pluviométrique équivalent.

L'observation de la pluie n'est ni difficile ni longue ; cinq minutes par jour sont plus qu'il n'en faut pour cela, et encore ne pleut-il pas tous les jours. Il ne doit pas être moins possible en France que dans les pays voisins, de trouver des observateurs de bonne volonté. C'est aux commissions météorologiques, à vous tous, messieurs, qu'il appartient de rechercher ces bonnes volontés et de les grouper autour de vous. Le bureau central météorologique vous aidera dans la mesure où cela lui sera possible, mais son initiative ne saurait être aussi fructueuse que la vôtre. Faites donc comprendre l'intérêt que présentent les observations pluviométriques, recrutez partout des observateurs bénévoles ; vous nous aiderez ainsi à accomplir une des tâches auxquelles le bureau météorologique attache le plus d'importance à la fois pour la science et pour les intérêts généraux du pays.

REBOISEMENT

LA PREMIÈRE ÉTAPE DE L'ASSOCIATION CENTRALE POUR L'AMÉNAGEMENT DES MONTAGNES

La Chambre des Députés, en votant le 12 mars 1909 la loi libérale pour favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées, dont l'Association Centrale pour l'Aménagement des Montagnes avait pris l'initiative, a couronné la première étape de sa campagne législative, quelques semaines après que la conclusion d'un bail de soixante ans pour la location complète d'un vaste territoire, traversé par tous les visiteurs de l'Observatoire du Pic du Midi, récompensait le patient effort accompli pendant ses cinq premières années pour montrer aux montagnards la solidarité de l'arbre et du troupeau.

L'Association Centrale pour l'Aménagement des Montagnes, fondée le 21 avril 1904, se proposait pour but de faire connaître de visu aux montagnards les bienfaits d'un reboisement judicieux, d'intéresser l'opinion publique à la défense de la montagne, d'apporter à l'effort de l'État, jusqu'alors isolé, le concours des initiatives et des capitaux.

Estimant qu'il vaut mieux agir que gémir, et jugeant tout raisonnement incapable de convertir à des pratiques pastorales moins ruineuses les montagnards dont l'atavisme n'avait été qu'effleuré par trois lois et cent millions de dépenses budgétaires, l'Association institua tout d'abord des Leçons de choses pour mettre en jeu le sentiment foncièrement humain de l'intérêt personnel guidé par l'intelligence ; elle inaugura la location des pâturages communaux de transhumance qui lui permit de verser aux budgets municipaux, pour restaurer leur domaine, autant que les propriétaires de transhumants y versaient pour le dévaster, et de rendre disponible une partie du territoire pour des travaux de reboisement et d'amélioration pastorale.

(*) Extrait du rapport, lu le 31 mars 1910 à la séance générale du Conseil du Bureau central météorologique de France, par M. DARBOUX, membre de l'Institut, président du Conseil de ce Bureau.